



● **HISTORIQUE ! LES AMÉRICAINS NE SONT PLUS SEULS SUR LA PLANÈTE ROUGE**

LA CHINE POSE SON ROVER SUR MARS

PAGE 4

SONDAGE

● **LES ALGÉRIENS ET LE RAMADHAN**

L'ÉPREUVE... FINANCIÈRE

● **Le porte-feuille fortement sollicité**

● **Les réseaux sociaux viennent concurrencer les veillées familiales et la télé**

● **Tarawih, lectures du Coran, dourous et halaqate, les Algériens redoublent d'activités religieuses durant le Ramadhan**

Lire en pages 11, 12 et 13

BILLET (PAS) DOUX

POUR QUI, POUR QUOI ?

À chaque fois que je monte à Alger, je mesure mon bonheur de vivre en altitude et en plein air et aussi d'échapper à ce triste sort qui est celui des Algérois : passer le tiers de leur vie dans des voitures ! La crise de la circulation automobile à Alger est inextricable et le prochain arrivage de milliers d'autos datant de plus de trois ans va compliquer les choses ! Par ailleurs, cette importation n'intéresse que rarement le commun des Algériens déjà bien en difficulté pour remplir son couffin. Disons-le clairement : c'est une mauvaise décision qui sert les intérêts des trafiquants ; là-bas pour fourguer leurs vieilleries, ici pour porter l'estocade au pauvre dinar !

M. F.

● **ACQUISITION DES VACCINS ANTI-COVID-19**

Les révélations de Benbouzid

PAGE 5



● **CONSEIL DES MINISTRES AUJOURD'HUI**

LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES AU MENU

PAGE 5



Photos : DR

**SONDAGE
LE SOIR
D'ALGÉRIE
ÉCOTECHNICS**

LES ALGÉRIENS ET LE RAMADHAN

L'épreuve... financière

Les Algériens et le Ramadhan. Tout un programme ! De quoi susciter une multitude de thèses de diverses disciplines. De l'étude comportementale à l'économique en passant, évidemment, par le spirituel. Des sujets que traite le sondage que l'on vous propose et qui, au final, permet de tirer un tas d'enseignements sur ce qu'endurent, ce que pensent, et comment les Algériens traversent ce mois si particulier.

Le rapport que les Algériens ont avec le Ramadhan est si fort, pour le moins que l'on puisse dire, qu'il mérite bien des réponses à des questions très précises sur le sujet et tout ce qu'il évoque. Des questions que ce nouveau sondage a posées à un échantillon de personnes à un moment charnière du mois sacré, entre le 29 avril et le 7 mai, soit à un moment où on était en plein dedans et où, entre autres conséquences, le budget consacré — parce que c'en est un — était largement entamé, pour ceux qui ont pu se permettre de réserver quelque fraction de leur revenu des mois précédents pour les besoins spécifiques du

mois sacré. Ainsi, les enquêteurs chargés de recueillir ce que pensent les sondés sont arrivés à établir que bien que rudement touchés par la conjoncture sanitaire et les effets de la crise économique qui frappe depuis la fin 2014, les ménages se font violence sur le plan financier.

«Un nombre non négligeable n'y arrive tout simplement pas. Ceux qui n'ont pas de revenus, ceux qui vivent des aides sociales, des petites pensions et des retraites doivent compter sur la solidarité de la famille, du voisinage, des âmes charitables de manière générale», nous apprend l'enquête qui établit qu'une bonne moitié des 1 063 sondés affirment que leur revenu mensuel ne leur suffit pas pour couvrir les dépenses du Ramadhan. Cette proportion ne change pas beaucoup, même quand les revenus par tête sont assez élevés : 52,5%, quand le revenu mensuel par tête se situe entre 15 000 et 20 000 DA. De quoi donner une idée sur la nature de «l'exploit» que réalisent la majorité des Algériens durant le Ramadhan. Les tourments financiers qui rongent la plupart des

Algériens en quête d'une traversée sans embûches du mois sacré n'altèrent pas, tout de même, l'envie de se changer les idées, surtout de se rapprocher un peu plus de Dieu, de s'évader, ou tout simplement de se distraire pour certains, même si les choix en ces temps de pandémie ne sont pas si nombreux. Les chiffres du sondage nous révèlent que la prière et les soirées devant la télé recueillent le plus de faveurs, même si, pour pas loin de la moitié des sondés, les veillées familiales ont toujours droit de cité, un peu plus que les branchés aux réseaux sociaux.

C'est, quoi qu'il en soit, un sondage qui nous apprend que l'Algérien durant le Ramadhan est soumis à une tranche de vie très singulière, au point parfois où certains mettent de côté la raison et les conseils érudits, à l'instar de ces malades autorisés même par la religion à ne pas jeûner, mais qui sont très rares à ne pas mettre en pratique un des cinq piliers de l'islam. Le Ramadhan, un mois à part. Le sondage, si besoin est, le montre amplement.

Azedine Maktour

Le porte-feuille fortement sollicité

Le portefeuille des ménages est fortement sollicité durant le Ramadhan. Non seulement pour une alimentation beaucoup plus riche et plus variée que d'habitude, mais aussi des activités qui peuvent être tout aussi dispendieuses. De leur côté, les commerçants redoublent de férocité, soutenus par des estomacs affamés qui succombent à toute sollicitation et qui poussent aux achats compulsifs. Les ménages essaient quand même d'honorer la tradition même s'ils sont déjà fortement impactés par la crise sanitaire, les dépenses pour l'Aïd et les incertitudes d'une crise économique qui ne dit pas son nom. Comment y arrivent-ils ?

bon tiers dit en effet qu'elles correspondent à ce qu'ils avaient prévu. Peut-être sont-ce des ménages échaudés qui ont intégré le comportement des commerçants et l'impact du Covid. Nous trouvons même une partie des chefs de ménage qui dit que les dépenses ont été moindres que prévues.

Une bonne moitié des chefs de ménage dit que son revenu mensuel ne lui suffit pas pour couvrir les dépenses du Ramadhan. Cette proportion ne change pas beaucoup même quand les revenus par tête sont assez élevés : 52,5%, quand le revenu mensuel par tête se situe entre 15 000 et 20 000 DA. Ce n'est que quand il devient supérieur à 20 000

recours à la seule épargne est relativement réduit : un peu moins de 20% de ceux qui ne couvrent pas leurs dépenses avec leurs revenus. Cela se comprend bien dans la mesure où quand un ménage a une épargne pour financer ses «trous» passagers, il ne se considère pas vraiment en difficulté. C'est précisément le rôle de l'épargne.

Un pourcentage non négligeable des ménages bénéficie d'aides de diverses origines, sans que cela soit, bien entendu, leur seule source de «revenu». Parmi les ménages qui ne couvrent pas leurs dépenses avec leur revenu, ils sont près de 15% qui couvrent le gap avec les seules aides. Cette proportion est forte évidemment parmi les ménages qui ont les revenus par tête les plus faibles : 32% des moins de 2 500 DA/tête/mois. Elle reste non négligeable (6% quand même), même à des revenus/tête qui se situent dans la tranche 7 000-10 000 DA. La proportion devient nulle ensuite.

Lorsque la personne interrogée n'était pas le chef de ménage ou son conjoint, nous ne l'avons pas interrogée sur les revenus et dépenses de son ménage parce qu'il y a de fortes chances qu'elle n'ait pas une information complète sur ce sujet. Nous avons, par contre, interrogé ces personnes sur leurs propres finances.

Il faut savoir d'abord que ce ne sont pas tous les Algériens de 18 ans et plus, non chefs de ménage ou conjoints de chef de ménage, qui ont un revenu. Sur les 9,7 millions d'Algériens de 18 ans et plus qui ne sont pas chefs de ménage ou conjoints de chef de ménage, seuls 4 millions environ déclarent qu'ils travaillent. Les autres sont étudiants, lycéens, ou élèves de la formation professionnelle (2,1 millions), femmes

fincent aussi des besoins personnels. La manière dont ces dépenses ont évolué durant le Ramadhan ne montre pas de tendance claire. Ceci s'explique par le fait que la composition de ces dépenses n'est pas dominée par l'alimentaire.

Pour une part importante, près de la moitié de ceux qui ont des revenus et des dépenses personnelles et/ou

participe plus en ce mois de Ramadhan, confirmant en cela le surcroît de dépenses en ce mois, comme on l'a vu avec les chefs de ménage ou leurs conjoints. Et pour la majorité des personnes auxquelles on demande de participer plus, ce sont des cas «beaucoup plus», que «seulement un peu».

À côté de la participation aux dépenses du ménage, ces personnes

participent aux dépenses du ménage, le revenu habituel ne suffit pas. À l'instar de ce qu'on a trouvé plus haut pour les dépenses du ménage, certains réduisent leurs dépenses. Mais la source de financement de ce gap la plus importante est l'endettement. Cet endettement n'est, bien entendu, pas exclusif d'autres sources de financement. Vient ensuite l'utilisation de l'épargne.



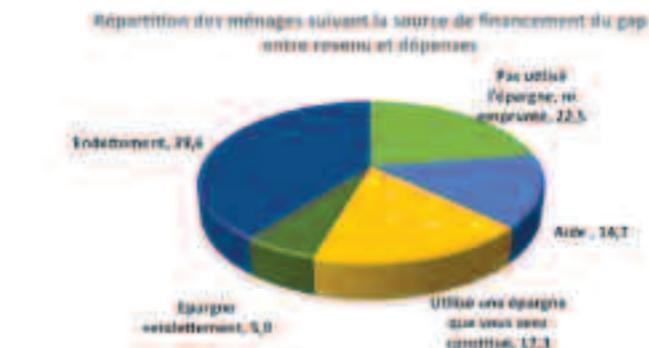
Un nombre non négligeable n'y arrive tout simplement pas. Ceux qui n'ont pas de revenus, ceux qui vivent des aides sociales, les petites pensions et retraites doivent compter sur la solidarité de la famille, du voisinage, des âmes charitables de manière générale. Plus de 10% des ménages (3 millions de ménages) ont un revenu par tête qui ne dépasse pas 2 500 DA nets par mois ; 23% sont un peu mieux lotis entre 2 500 et 5 000 DA ; 35% commencent à être un peu plus à l'aise entre 5 000 DA et 10 000 DA ; 47% entre 5 000 et 15 000 DA. Concrètement, 5 000 DA/tête par mois sont épuisés avec un repas de 166 DA chaque jour ; 15 000 DA, pour un repas de 500 DA/jour.

À chaque Ramadhan, le film se répète : les ménages sont pris de vitesse par l'augmentation des prix et leurs anticipations se révèlent en deçà de la réalité : plus de la moitié des chefs de ménage ou leur conjoint disent que leurs dépenses durant ce Ramadhan ont été supérieures à ce qu'ils avaient prévu. Une composante majoritaire de cette moitié dit même que ses dépenses ont été beaucoup plus importantes que prévu.

Les ménages qui disent que les dépenses sont comme ils avaient prévu sont-ils plus rationnels ? Un

DA que cette proportion baisse très fortement pour arriver à 18%.

Afin de financer ce gap, certains ménages restreignent leur consommation et n'utilisent pas d'autres sources de financement (22% de ceux qui affirment que leurs dépenses sont supérieures à leurs revenus). Mais la source la plus importante est l'endettement auprès d'amis, de la famille ou des commerçants. Ils sont près de 40% des ménages qui ne couvrent pas leurs dépenses avec leurs revenus à y



avoir recours. Quand on rassemble avec ceux qui s'endettent ceux qui ont recours concomitamment à l'utilisation de l'épargne et à l'endettement, la proportion dépasse 50%. Le

au foyer (2,2 millions), chômeurs (1,2 million), ou dans des groupes à effectifs beaucoup moins importants (0,2 million de personnes qui sont au service national, handicapés ou retraités).



participe plus en ce mois de Ramadhan, confirmant en cela le surcroît de dépenses en ce mois, comme on l'a vu avec les chefs de ménage ou leurs conjoints. Et pour la majorité des personnes auxquelles on demande de participer plus, ce sont des cas «beaucoup plus», que «seulement un peu».

À côté de la participation aux dépenses du ménage, ces personnes

participent aux dépenses du ménage, le revenu habituel ne suffit pas.

À l'instar de ce qu'on a trouvé plus haut pour les dépenses du ménage, certains réduisent leurs dépenses. Mais la source de financement de ce gap la plus importante est l'endettement. Cet endettement n'est, bien entendu, pas exclusif d'autres sources de financement. Vient ensuite l'utilisation de l'épargne.

Méthodologie

Le sondage a été effectué par téléphone du 29 avril au 7 mai auprès d'un échantillon de 1063 personnes de 18 ans et plus, tirées au hasard. L'échantillon a été dressé par rapport à la structure réelle par groupes d'âge et par genre de la population de 18 ans et plus.

En plus des variables explicatives ou signalétiques dont la définition est évidente (genre, groupes d'âge, statut matrimonial, wilaya), les éléments suivants doivent être pris en compte pour les autres variables :

- Le niveau d'instruction comprend 5 modalités (analphabète, primaire, moyen, secondaire, supérieur)

- La situation individuelle comprend : les travailleurs, les chômeurs (à la recherche d'un emploi), les lycéens, les étudiants et les élèves de la formation professionnelle, les femmes au foyer, les retraités, les autres catégories (handicapés, malades chroniques, service national). Le classement a été fait d'après la déclaration spontanée de la personne interrogée.

L'analyse croise les variables d'intérêt (celles sur lesquelles porte le sondage), avec les variables explicatives telles que le genre, le niveau d'instruction ou la situation individuelle, ainsi que d'autres variables d'intérêt le cas échéant. Il est clair que les impératifs de coller à l'actualité et/ou de publication rendent la durée de l'analyse extrêmement courte, alors que les questions soulevées devraient bénéficier d'approfondissements. Cette limite n'enlève pas toutefois l'intérêt d'un sondage dont l'objectif premier est d'essayer de mesurer l'opinion à un moment donné, sur un thème d'actualité le plus souvent.

LES ACTIVITÉS DURANT LES VEILLÉES DE RAMADHAN

Les réseaux sociaux viennent concurrencer les veillées familiales et la télé

Les activités durant le mois de Ramadhan se différencient suivant la proportion plus ou moins importante des personnes qui les pratiquent. Elles se différencient aussi suivant l'écart plus ou moins important qu'il y a entre les hommes et les femmes. Dans certains cas, on peut parler d'activités féminines ou d'activités masculines, bien que, dans l'absolu, elles ne soient pas réservées à l'un ou l'autre genre.

Parmi celles qui recueillent les taux les plus importants (plus de 25%), il y a la prière (93%), la télévision (51,7%), les veillées familiales (44,5%), les réseaux sociaux (40,9%), les tâches domestiques (38,8%), la mosquée (28,5%) et les sorties ou regroupements entre amis (27,1%).

D'autres recueillent un taux beaucoup moindre mais qui est non négligeable, entre un peu moins de 10% et 25%. Il y a d'abord les discussions au téléphone (18,2%), les réceptions d'amis ou de la famille ou les visites chez eux (respectivement 9 et 8,8%). Ces visites sont en fait complémentaires aux veillées familiales. La navigation sur le web recueille 13,5%, la lecture 12,6%. D'autres activités enfin recueillent des scores très

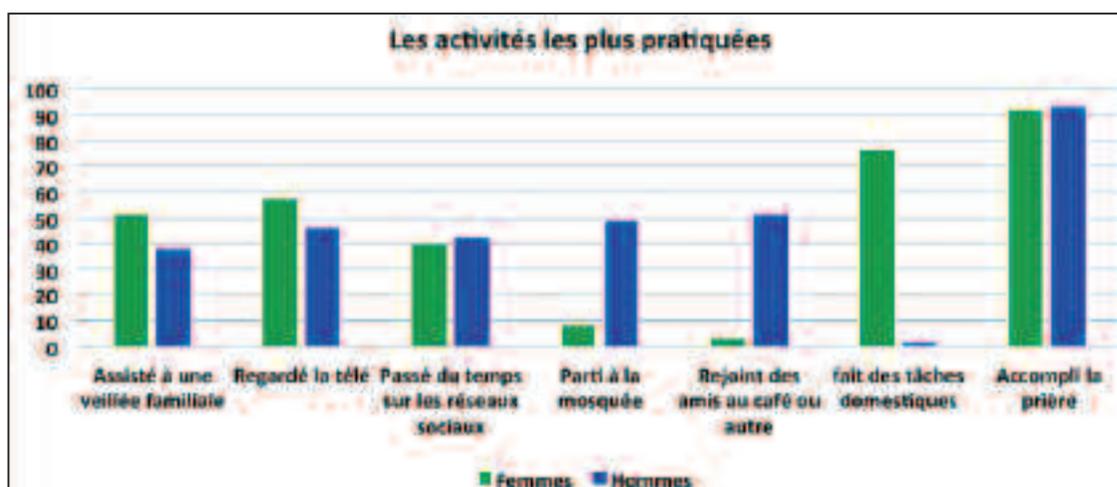
faibles : regarder des films vidéo (3,5%), jouer à des jeux vidéo (3,6%), assister à une soirée culturelle (0,4%).

Certaines activités, non citées explicitement à la personne interrogée, mais que cette dernière a précisées dans l'item « autres », en dehors des activités religieuses auxquelles nous consacrons un article, se révèlent relativement importantes : faire réviser les enfants, travailler, pratiquer un sport. Mais leur fréquence reste, dans tous les cas, inférieure à 10%.

Alors que certaines activités ne montrent pas de différences importantes entre hommes et femmes, dans d'autres, le gap est extrêmement important.

Au titre de celles où la différence n'est pas importante, il y a la prière, pour laquelle nous retrouvons pratiquement les mêmes scores. Il y a aussi l'activité de passer du temps sur les réseaux sociaux. Pour d'autres, le caractère masculin ou féminin apparaît nettement. C'est le cas des tâches domestiques, de la fréquentation de la mosquée ou des sorties entre amis.

Pour la plupart des autres activités, la différence au profit des femmes est importante. C'est le cas des veillées, des réceptions ou des visites, de la télévision, de

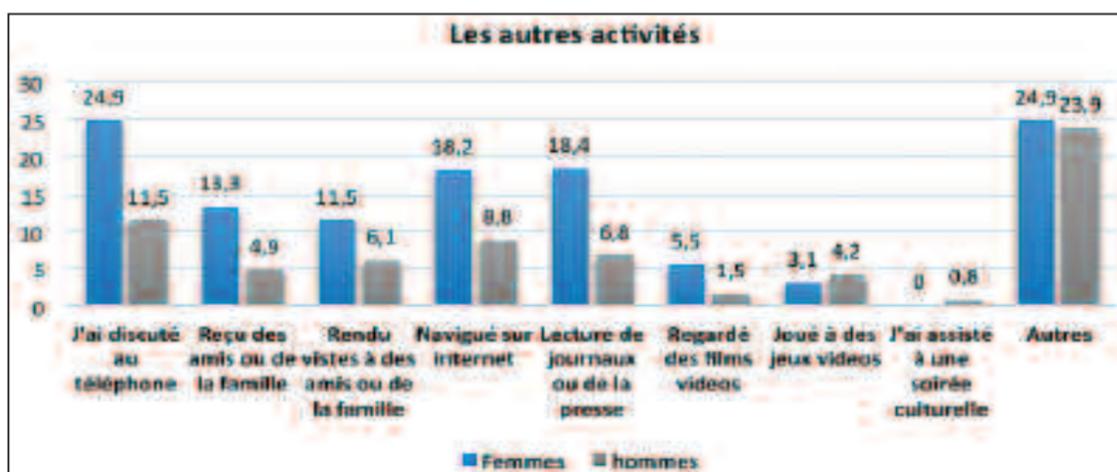


la navigation sur internet, de la lecture, des discussions au téléphone. Cette différence sans doute compense la différence

entre hommes et femmes relative à la fréquentation des mosquées et les sorties entre amis.

Les différences entre hommes

et femmes dans les activités réalisant de faibles scores ne sont, quant à elles, pas statistiquement significatives.



Tarawih, lectures du Coran, *dourous* et *halaqate*, les Algériens redoublent d'activités religieuses durant le Ramadhan

Lorsqu'on interroge de manière directe les Algériens, si, habituellement, ils font la prière, ils répondent par l'affirmative à 95%. Un élément vient modérer cette unanimité : 3,3% environ disent que c'est seulement depuis 3 mois, et pour 1,6% depuis 1 mois. Autant dire qu'il y a une forme d'opportunisme pour le mois de Ramadhan. En fait, on peut se demander si la question posée en plein Ramadhan ne serait pas quelque peu inductive. La pression psychologique s'exerçant sur le fidèle étant à son comble en cette période de ferveur religieuse est suffisante pour l'amener, dans certains cas, à dire qu'il fait la prière alors que ce n'est pas le cas.

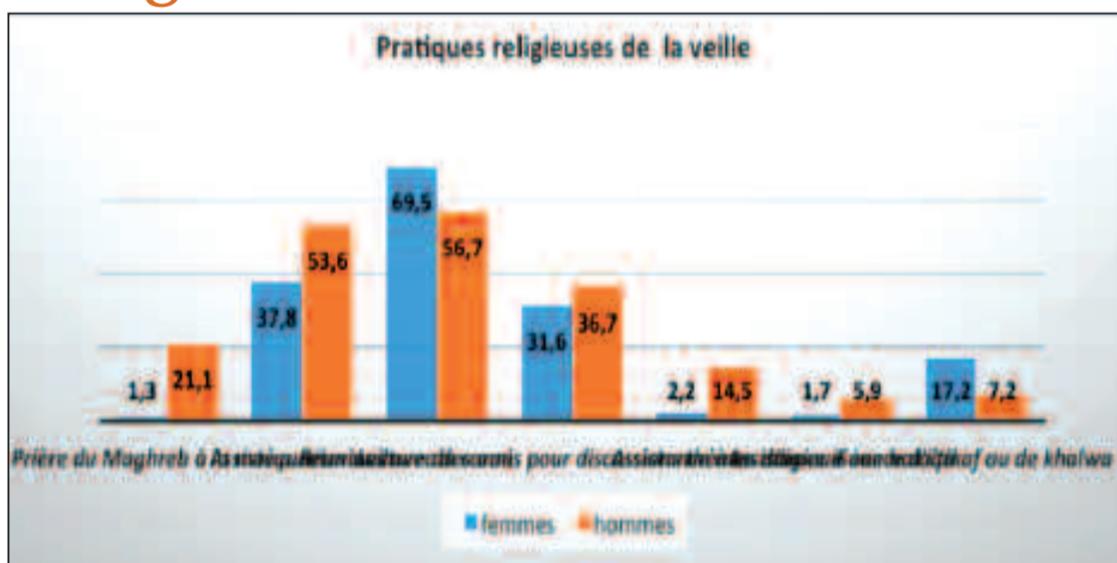
À noter qu'il y a une différence significative entre hommes et femmes : le taux atteint 98% chez les femmes contre seulement 92% chez les hommes.

Dans une autre question, lorsqu'on parle des pratiques de la veille, en les citant, et lorsqu'on cite la prière, il y a 92% qui répondent qu'ils ont prié. Ceci confirme quelque peu le chiffre de 95%. La différence dans les réponses aux deux questions s'explique par le cas des personnes qui n'ont pas accompli la prière la veille au soir du fait qu'ils en avaient été empêchés (menstrues ou maladie par exemple). Ici, on retrouve pratiquement la même proportion chez

les femmes et chez les hommes.

Les comportements dans les wilayas de Tizi-Ouzou, de Béjaïa et de Bouira sont ici très particuliers puisque des proportions importantes des adultes de ces wilayas ne font pas la prière avec une augmentation de ces taux. Mais il faut noter ici des différences importantes entre les hommes et les femmes, les femmes pratiquant plus la prière que les hommes. À l'extrême, chez les hommes de Tizi, près de la moitié ne font pas la prière, contre seulement 25% des femmes qui ne la feraient pas. Mais les effectifs dans l'échantillon deviennent tout de suite trop petits pour affirmer des résultats avec suffisamment de précision ou affiner un tant soit peu l'analyse. Tenant compte d'autres différences possibles entre wilayas ou entre niveaux d'agglomération ou d'urbanisation, il conviendrait sans doute d'affiner le plan de sondage pour bien approcher le phénomène. Et sans doute aussi réaliser un tel sondage à une période plus neutre.

Quoi qu'il en soit, il est clair que la proportion d'Algériens pratiquant la prière est très élevée. Il convient, bien entendu, de s'interroger sur le sens de cette pratique et des conséquences que cela a sur de nombreux aspects de la société algérienne. La balle est dans le camp des sociologues. 1,3% des Algériens adultes sont



allés à la mosquée pour la prière du maghreb la veille du jour où ils ont été interrogés.

Beaucoup plus les hommes (21,1%), que les femmes bien entendu (1,3%), illustrant le fait que pour les femmes, la mosquée est d'abord un espace public et que les tâches domestiques prennent sur la pratique religieuse.

La pratique de la prière des *tarawih* est beaucoup plus partagée entre les hommes et les femmes, même si un écart relativement important existe là aussi : 53,6% des hommes et 37,8% des femmes. La lecture du Coran est aussi très répandue : 70% des

femmes et 57% des hommes. Cette pratique semble ainsi significativement plus fréquente chez les femmes que chez les hommes, sans doute en raison du fait qu'elle vient se substituer, à la maison, à la prière des *tarawih* à laquelle beaucoup de femmes ne peuvent pas assister.

Les discussions entre amis sur des thèmes religieux sont aussi relativement fréquentes, tant chez les hommes que chez les femmes : 32% des femmes et 37% chez les hommes ont eu de telles discussions la veille du jour où ils ont répondu au sondage. On voit donc qu'en dehors des pra-

tiques liées à l'espace de la mosquée, les femmes se révèlent tout aussi pratiquantes que les hommes. On retrouve cette liaison à l'espace de la mosquée dans l'assistance à des *dourous* ou des *halaqate* : ainsi 14,5% des hommes ont assisté à un *dars* la veille du jour où ils ont été interrogés, contre 2,2% des femmes et 5,9% chez les hommes ont assisté à une *halaqa* contre 1,7% chez les femmes.

À l'inverse, l'*itikaf* et la *khalwa*, peu répandus (12% globalement), mais qui peuvent être accomplis à la maison (*khalwa*), semblent plus être le fait des femmes que des hommes (17,2% contre 7,2%).

LE RESPECT DU JEÛNE

Entre liberté et condamnation

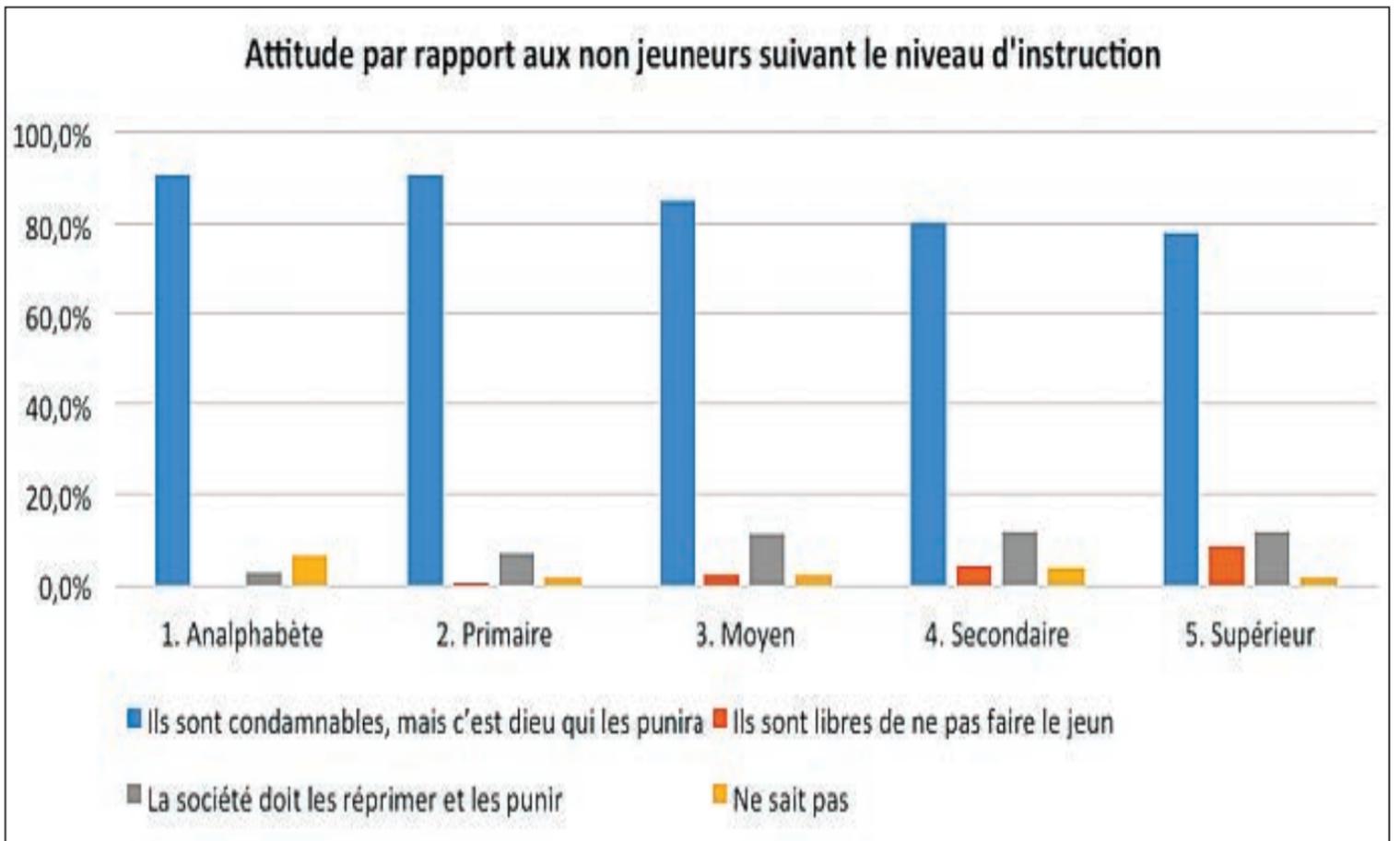
Beaucoup plus que la prière, le jeûne constitue la pratique à laquelle tient le plus fortement le musulman. À titre d'exemple, alors que plus de 20% des Algériens adultes seraient atteints d'une maladie, chronique ou non, qui les autorise à ne pas jeûner, ils sont très rares à ne pas jeûner effectivement. Seuls 2,4% ne jeûneraient pas parmi ces 20%. Ceci malgré les multiples campagnes de sensibilisation organisées à ce sujet à chaque approche du Ramadhan.

Sur un autre plan, lorsqu'on expose à la personne interrogée le cas des non-jeûneurs par choix et qu'on lui demande de choisir entre les trois propositions suivantes (une seule) :

- Ils sont libres de ne pas faire le jeûne ;
- ils sont condamnables, mais c'est Dieu qui les punira ;
- La société doit les réprimer et les punir.

Seule une infime minorité penche pour la première proposition (4%, presque à égalité entre les hommes et les femmes). La majorité des Algériens penche pour la deuxième proposition (83%, avec 87% pour les femmes et 79% pour les hommes).

Une minorité serait pour que la société réprime et punisse (10,2%) les personnes qui ne jeûneraient pas. Minorité qui comprendrait plus d'hommes que de femmes (13,3% chez



les hommes contre 7,1 chez les femmes). Certaines personnes interrogées demandaient même si on ne pouvait choisir qu'une seule réponse ! Notons une petite composante, un peu moins de 3%, qui ne sait pas.

Dans un tel contexte, il était difficile de demander aux personnes (non malades) est-ce qu'elles-mêmes jeûnaient ou pas. En fait, on a posé la question mais seulement aux per-

sonnes qui étaient d'accord avec la proposition «les personnes sont libres de ne pas faire le jeûne».

On retrouve alors 0,2% de la population algérienne qui ne jeûnerait pas par choix.

L'analyse suivant le niveau d'instruction montre des phénomènes importants mais loin d'être massifs. On voit ainsi que la proportion des personnes acceptant la proposition «ils sont libres de ne pas

faire le jeûne» augmente avec le niveau d'instruction. Elle part de moins de 1% chez les analphabètes et le niveau primaire à 8,7% chez les personnes de niveau supérieur. Inversement, la proposition «ils sont condamnables, mais c'est Dieu qui les punira» voit la proportion des personnes qui la partagent baisser avec le niveau d'instruction, passant de 91% à 79%. C'est surtout la troisième proposition qui pré-

sente des résultats paradoxaux. Alors qu'elle traduit une forme d'intolérance qu'on pourrait, au vu des résultats de la première proposition, voir diminuer avec le niveau d'instruction, on constate qu'elle est sensiblement égale chez les personnes du moyen, du secondaire et du supérieur (autour de 11-12%), elle est la plus faible chez les analphabètes et les personnes de niveau primaire.

